Dossier de demande de subvention CCOG - COVID 19

Le complément FUETG est une aide économique **sous forme de subvention**. L'enveloppe totale de cette aide est d'un million d'euros.

Ce fonds complémentaire pourra être sollicité par les entreprises et/ou associations sous conditions jusqu'au 31 décembre 2020. Cette subvention est gérée par la CCOG.

Qui est concerné par cette aide ?

Les entreprises, les micro-entrepreneurs, les agriculteurs, les pêcheurs, les professions libérales situés sur le territoire de la CCOG et les associations qui ont au moins un salarié en CDD et/ou CDI et un budget annuel lié en partie à la vente de services ou de biens.

Quelles sont les conditions pour bénéficier de l'aide ?

L'entreprise et l'association doivent :

- Avoir un besoin de financement lié à une difficulté conjoncturelle liée à la gestion de crise de la Covid 19 et non structurelle ou connaître une situation de fragilité temporaire
- Avoir sollicité au moins l'une des mesures mise en place par l'Etat et/ou la CTG dans le cadre de la Covid-19.

L'entreprise ne doit pas :

- Être en liquidation judiciaire ou en redressement judiciaire
- Être en situation de dépôt de bilan au 31/12/2019

L'association doit :

- Avoir un salarié en CDD et/ou CDI à la date du mois de mars 2020
- Proposer la vente de services ou de biens
- Avoir des bénéfices commerciaux ($\geq 40\%$ du budget annuel)

Quels sont les secteurs concernés ?

- Transport de personnes, transport public (hormis marché public) ;
- La restauration ;
- Professions libérales dont l'activité nécessite un contact direct avec la clientèle et ou patientèle ;
- Le tourisme
- Commerces non-alimentaires
- L'agriculture
- La pêche

Quel est le montant de l'aide ?

L'aide est composée de 2 types :

- Aide forfaitaire à la mise en place au sein des entreprises et/ou association des mesures barrières post confinement dans la limite de 1 500 €
Le montant de l'aide représente 50% de prise en charge dans la limite de 1 500 € d'aide maximum uniquement sur justificatifs.
- Aide à la prise en charge de la moins-value générée par les restrictions sanitaires du 11 mai au 30 juin 2020 dans la limite de 5 000 € maximum.

Ces deux aides peuvent être sollicitées par l'entreprise et/ou l'association néanmoins, le plafond est de 5 000€ maximum. L'aide est mobilisable qu'une seule fois.

LE FORMULAIRE

Cadre réservé à l'administration

Date de réception de la demande :

Numéro du dossier :

/ /

(initiales du nom/mois/lieu)

Date de la demande :

Entreprise / TPE

Nom de l'entreprise/ raison sociale :

Adresse :

Code postal :

Commune :

Téléphone fixe :

Téléphone portable :

Courriel :

N°SIRET :

Code APE – NAF :

Année de création :

Informations complémentaires

Votre activité a-t-elle été soumise à l'obligation de fermeture ou à une restriction ? :

Oui Non

Avez-vous sollicité d'autres dispositifs :

Fonds de solidarité Fonds d'urgence (FUETG) Fonds rebond

Etes-vous éligible à l'aide de 1 500 € du fonds de solidarité ? : Oui Non

Si non, pourquoi ? :

Représentant légal

Nom et Prénom :

Téléphone :

Courriel :

Est-ce votre activité principale : Oui Non

Adresse représentant légal :

Association	
Nom :	
Adresse :	
Code postal :	Commune :
Téléphone fixe :	Téléphone portable :
Courriel :	
N°SIRET :	
Année de création :	
Représentant légal	
Nom :	
Téléphone :	Téléphone portable :
Mail :	
Informations complémentaires	
Votre activité a-t-elle été soumise à l'obligation de fermeture ou à une restriction ? :	
☐ Oui ☐ Non	
Avez-vous sollicité d'autres dispositifs :	
☐ Fonds de solidarité ☐ Fonds d'urgence (FUETG) ☐ Fonds rebond	
Etes-vous éligible à l'aide de 1 500 € du fonds de solidarité ? : ☐ Oui ☐ Non	
Si non, pourquoi ? :	

Présentation succincte de l'activité de l'entreprise ou association
Secteur concerné :
Activités développées :
Décrivez votre difficulté et la nature de vos besoins :

Le Chiffre d'affaires de l'Entreprise en année N-1 et N	
• Année 2018/ Montant du CA :	€
• Année 2019/ Montant du CA :	€
*Si Entreprise nouvelle	
• Montant du CA depuis la date de sa création jusqu'au 31/03/2020 :	€
Chiffre d'affaires de l'entreprise pour mai et juin 2020	
<i>Mai 2020</i>	<i>Juin 2020</i>
Le compte de résultat de l'association	
• Année 2018 :	€
• dont bénéfiques commerciaux (vente de services) =	€
• Année 2019 :	€
• dont bénéfiques commerciaux (vente de services) =	€
• Nombre de salariés (hors apprentis) :	
En CDI :	
En CDD :	
Total :	

Types d'aides sollicités et montant demandé
Aide forfaitaire à l'installation des mesures barrières : ☐
Aide moins-values restriction Covid 19 : ☐
Signature et cachet du demandeur
NOM et Prénom

Les pièces à fournir

- Pour tous les demandeurs**

Attestation de régularité fiscale et sociale (attestation sur l'honneur)	☐
Lettre de demande de financement	☐
Relevé d'identité bancaire ou postale (ou copie lisible)	☐
Certificat d'immatriculation indiquant le n° SIRET ou n° PACAGE	☐
Pièce d'identité du représentant légal (Carte d'identité, passeport ou carte de séjour)	☐
Justificatif d'une demande sur un autre dispositif Covid-19	☐

- Pour une association**

Récépissé de déclaration en Préfecture	☐
Statuts signés	☐
Preuve de la présence d'un salarié en CDD ou CDI (contrat et fiche de paie)	☐
Attestation de régularité sociale	☐
Dernier compte de résultats (2019)	☐

- Pour les entreprises**

Preuve de l'existence légale (extrait K-bis, inscription au registre ou répertoire concerné) de moins de trois mois	☐
Statuts signés si société	☐
Liasses fiscales 2018/2019 ou impôts sur le revenu 2018/2019	☐
Pour les entreprises nouvelles, attestation sur l'honneur du chiffre depuis la date de création.	☐
Attestation sur l'honneur d'un état détaillé des pertes du CA (Mai et juin 2020)	☐
Attestation sur l'honneur de l'entreprise n'étant pas en difficulté au 31/12/2019	☐

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) Madame/Monsieur (Prénom NOM) :

Représentant l'entreprise (RAISON SOCIALE / ENSEIGNE) :

Implantée à l'adresse suivante :

Atteste sur l'honneur :

Ne pas être en difficulté structurelle au 31 décembre 2019.

Fait pour service et valoir ce que de droit.

Cachet du demandeur

Fait à

Le

Nom et qualité du signataire

Signature

ATTESTATION SUR L'HONNEUR DES OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES

Je soussigné(e) Madame/Monsieur (Prénom NOM) :

Représentant l'entreprise (RAISON SOCIALE / ENSEIGNE) :

Implantée à l'adresse suivante :

Atteste sur l'honneur :

- être à jour
- s'engager à être à jour

Des obligations fiscales et sociales, des obligations législatives et réglementaires qui s'imposent à l'organisme (environnement, installations classées, protection des salariés,...).

J'ai pris connaissance des sanctions pénales encourues par l'auteur d'une fausse déclaration.

Fait pour service et valoir ce que de droit.

Cachet du demandeur

Fait à

Le

Nom et qualité du signataire

Signature

Ouest Guyane

DECLARATION « régime d'aide temporaire limitée (ATL) »

Je soussigné,

M.Représentant légal de l'entreprise

Ou

M.....Expert comptable ou Commissaire au compte agissant pour le compte de l'entreprise.....;

Certifie sur l'honneur à la date de la signature les informations suivantes :

Au 31/12/2019, l'entreprise n'avait pas perdu en raison des pertes accumulées, **soit** la moitié de son capital social souscrit si elle est à responsabilité limitée, **soit** la moitié de ses capitaux propres dans les autres cas ;

Ou

Au 31/12/2019 l'entreprise avait perdu en raison des pertes accumulées, **soit** la moitié de son capital social souscrit si elle est à responsabilité limitée, **soit** la moitié de ses capitaux propres dans les autres cas ; dans cette hypothèse préciser si l'entreprise a :

Moins de 3 ans depuis sa création ;

Plus de 3 ans depuis sa création ;

L'entreprise n'était pas engagée au 31/12/2019 dans une procédure collective d'insolvabilité (procédure de sauvegarde, sauvegarde accélérée, redressement ou liquidation judiciaire) ;

Ou

L'entreprise était engagée au 31/12/2019 dans une procédure collective d'insolvabilité (procédure de sauvegarde, sauvegarde accélérée, redressement ou liquidation judiciaire) ;

L'entreprise n'avait pas bénéficié au 31/12/2019, d'une aide publique au sauvetage qu'elle n'aurait pas encore remboursée à cette date, **ni** d'une aide à la restructuration en étant toujours soumise à un plan de redressement à cette date ;

Ou

L'entreprise avait bénéficié au 31/12/2019, **soit** d'une aide publique au sauvetage sans l'avoir encore remboursée intégralement à cette date, **soit** d'une aide à la restructuration en étant toujours soumise à un plan de redressement à cette date.

Fait et déclaré exact sur l'honneur, à .....le .....

Pour servir et faire valoir ce que de droit

Nom :

Signature :

Qualité :

ATTESTATION SUR L'HONNEUR DE LA PERTE DE CHIFFRE D'AFFAIRES

Je soussigné(e) Madame/Monsieur (Prénom NOM) :

Représentant l'entreprise (RAISON SOCIALE / ENSEIGNE) :

Implantée à l'adresse suivante :

Avec le numéro SIRET :

Certifie les éléments suivants :

L'entreprise connaît des difficultés temporaires liées aux conséquences économiques, financières et sociales du virus covid-19 et des mesures prises pour limiter sa propagation, avec une perte de son chiffre d'affaires HT sur le mois d'avril 2020.

Cette entreprise est : *(Cocher la case et remplir le tableau correspondant)*

Une entreprise créée avant le 1^{er} avril 2019 :

	Chiffre d'Affaires HT	Résultat
Dernier exercice fiscal clos ou avis d'imposition		
Du 01/05/2019 au 30/06/2019 (période de référence)		Ne pas compléter
Du 01/05/2020 au 30/06/2020 (période impactée)		Ne pas compléter

Une entreprise créée entre le 1^{er} avril 2019 et le 31 janvier 2020 :

	Chiffre d'Affaires HT	Résultat
Chiffre d'affaires réalisé depuis la création. Précisez la date de création de l'entreprise : / /20		Ne pas compléter
Préciser la moyenne mensuelle du chiffre d'affaire HT : Depuis la création de l'entreprise jusqu'au 31/03/2020 (période de référence)		Ne pas compléter
Du 01/05/2020 au 30/06/2020 (période impactée)		Ne pas compléter

La Communauté de Communes de l'Ouest Guyanais (CCOG) pourra effectuer des contrôles à posteriori. En cas d'erreur manifeste ou de fausse déclaration, la CCOG se réserve le droit d'exiger le reversement total ou partiel des sommes perçues au titre de la subvention.

Fait à :

Le

Signature et cachet :

Ouest Guyane

ATTESTATION SUR L'HONNEUR DU CHIFFRE D'AFFAIRES DES ENTREPRISES NOUVELLES

Je soussigné(e) Madame/Monsieur (Prénom NOM) :

Représentant l'entreprise (RAISON SOCIALE / ENSEIGNE) :

Implantée à l'adresse suivante :

Certifie

Que l'entreprise créée en (Mois/année) :

Présente un chiffre d'affaire suivant :

	Chiffre d'Affaires HT
Chiffre d'affaires réalisé depuis la création.	
Moyenne mensuelle du chiffre d'affaire HT depuis la création de l'entreprise jusqu'au 31/03/2020	

Fait pour service et valoir ce que de droit.

Cachet du demandeur

Fait à

Le

Nom et qualité du signataire

Signature

DECLARATION « de minimis »

Je soussigné(e),

M....., représentant légal de l'entreprise
.....(ci après « l'entreprise »)

Ou

M....., Expert comptable ou Commissaire au
compte agissant pour le compte de l'entreprise.....(ci-après
« l'entreprise ») ;

Certifie sur l'honneur à la date de la signature les informations suivantes :

- Les exercices comptables de l'entreprise vont du ___ / ___ / ____ au ___ / ___ / ____.

L'entreprise ainsi que les éventuelles sociétés du groupe auquel elle appartient¹, n'ont pas été destinataires de décision d'attribution d'aide « de minimis »² allouées par les pouvoirs publics durant l'exercice fiscal en cours et les deux exercices fiscaux précédents ;

Ou

L'entreprise ainsi que les éventuelles sociétés du groupe auquel elle appartient ont été destinataires d'une ou plusieurs décisions d'attribution d'aide « de minimis » allouées par les pouvoirs publics durant l'exercice fiscal en cours et les deux exercices fiscaux précédents ; ces aides sont décrites dans le tableau ci-dessous :

¹ Ne sont concernées pour la déclaration des aides « de minimis » que les entreprises du groupe qui entretiennent des relations de détention majoritaires les unes avec les autres (sociétés mères et filiales) et celles qui peuvent nommer ou révoquer les dirigeants d'une autre entreprise ou encore exercer une influence dominante sur une entreprise par le biais des contrats ou des statuts.

² Les aides « de minimis » sont des aides expressément allouées par les pouvoirs publics au titre d'un des règlements Européens suivants : les règlements n°1407/2013 (cas général) du 18 décembre 2013 ; n°2019/316 (secteur agricole) du 21 février 2019, le règlement N°360/2012 (services d'intérêt économique général SIEG) du 25 avril 2012 ou le règlement n°717/2014 (secteur Pêche) du 27 juin 2014.

Les pouvoirs publics qui allouent des aides « de minimis » ont l'obligation d'informer par écrit les entreprises bénéficiaires, du caractère « de minimis » des aides ainsi attribuées (dans le courrier de notification, dans la convention, dans la délibération ou dans un courrier annexe).

Entreprise(s) bénéficiaire(s) des aides « de minimis »	Date de l'attribution De l'aide	Projet pour lequel l'aide a été obtenu	Montant de l'aide ³ (en euros)	Règlement «de minimis» ayant servi de base juridique aux aides ⁴
				N°
TOTAL				

Fait et déclaré exact sur l'honneur à ..... Le .....

Pour servir et faire valoir ce que de droit.

Nom : .....

Qualité .....

Signature :

³ Dans le cas de prêts, garanties ou avances remboursables, indiquer l'équivalent-subvention brut (ESB) qui vous a été communiqué lors de l'attribution de l'aide.

⁴ Citer ici le numéro du règlement utilisé par les pouvoirs publics comme base juridique pour l'aide ; ce règlement doit être mentionné dans la convention ou le courrier de notification de l'aide

Ouest Guyane

LETTRE DE DEMANDE DE FINANCEMENT

Le demandeur certifie l'exactitude des renseignements indiqués dans ce dossier et s'engage à fournir au service intercommunal de l'Ouest guyanais tous les renseignements ou documents jugés utiles pour instruire la demande et suivre la réalisation du projet.

Le demandeur s'engage à fournir, sur demande de la Présidente de la Communauté de Communes de l'Ouest Guyanais (CCOG), tous les renseignements utiles à l'évaluation globale du programme (indicateurs complémentaires, interviews, etc...).

Le demandeur reconnaît avoir pris connaissance des obligations en matière de communication et s'engage à se soumettre à tout contrôle le cas échéant.

Il reconnaît également être informé que l'attribution de la subvention intercommunale vaut acceptation de la publication de son nom, de l'intitulé de son opération et du montant du financement public accordé.

Cachet du demandeur

Fait à

Le

Nom et qualité du signataire

Signature